

GEMEENSCHAPPELIJKE
VERGADERING VAN DE
COMMISSIES VOOR DE
BINNENLANDSE ZAKEN, DE
ALGEMENE ZAKEN EN HET
OPENBAAR AMBT, EN VOOR DE
JUSTITIE

van

WOENSDAG 18 NOVEMBER 2009

Namiddag

REUNION COMMUNE DES
COMMISSIONS DE L'INTERIEUR,
DES AFFAIRES GENERALES ET
DE LA FONCTION PUBLIQUE, ET
DE LA JUSTICE

du

MERCREDI 18 NOVEMBRE 2009

Après-midi

La séance est ouverte à 15.44 heures et présidée par Mme Sonja Becq et par M. André Frédéric.
De vergadering wordt geopend om 15.44 uur en voorgezeten door mevrouw Sonja Becq en door de heer André Frédéric.

Le **président**: Chers collègues, un certain nombre de questions ont été rassemblées dans cette commission réunie de la Justice et de l'Intérieur, comme la Conférence des présidents l'a décidé ce matin.

Je coprésiderai cette réunion avec Mme Becq.

Le Règlement précise que nous disposons de cinq minutes pour une question, une réponse et une réplique. J'ai pour habitude d'être relativement strict de sorte à ce que nous soyons performants et efficaces.

Nous allons poser les questions successivement. Si vous avez les mêmes questions à poser au ministre de la Justice et à la ministre de l'Intérieur, je vous invite à ne les poser qu'une seule fois. Les ministres s'organiseront alors pour apporter les réponses et vous disposerez du temps réglementaire pour votre réplique.

01 Questions jointes de

- M. Éric Libert au ministre de la Justice sur "les tortures infligées aux détenus de la prison de Forest le 22 septembre et le 30 octobre 2009" (n° 16594)
- M. Éric Libert à la ministre de l'Intérieur sur "les tortures infligées aux détenus de la prison de Forest le 22 septembre et le 30 octobre 2009" (n° 16595)
- Mme Valérie Déom au ministre de la Justice sur "les violences commises à l'encontre de prisonniers par des policiers de la zone de Bruxelles-Midi" (n° 16599)
- Mme Valérie Déom à la ministre de l'Intérieur sur "les violences commises à l'encontre de prisonniers par des policiers de la zone de Bruxelles-Midi" (n° 16602)
- M. Fouad Lahssaini au ministre de la Justice sur "les faits graves qui se sont produits pendant les grèves des agents pénitentiaires" (n° 16606)
- M. Stefaan Van Hecke à la ministre de l'Intérieur sur "des actes de violence perpétrés par des policiers à la prison de Forest" (n° 16608)
- M. Stefaan Van Hecke au ministre de la Justice sur "des actes de violence perpétrés par des policiers à la prison de Forest" (n° 16609)
- M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur "les violences commises à l'encontre de détenus par des policiers de la zone Bruxelles-Midi" (n° 16622)
- M. Renaat Landuyt à la ministre de l'Intérieur sur "les violences commises à l'encontre de détenus par des policiers de la zone Bruxelles-Midi" (n° 16623)
- M. Michel Doomst à la ministre de l'Intérieur sur "les incidents à la prison de Forest" (n° 16627)
- Mme Mia De Schamphelaere à la ministre de l'Intérieur sur "les policiers qui remplacent les gardiens de prison" (n° 16641)

- Mme Carina Van Cauter au ministre de la Justice sur "le comportement des policiers lors de la grève des agents pénitentiaires à la prison de Forest" (n° 16644)
- Mme Carina Van Cauter à la ministre de l'Intérieur sur "le comportement des policiers lors de la grève des agents pénitentiaires à la prison de Forest" (n° 16645)
- Mme Els De Rammelaere au ministre de la Justice sur "les violences commises dans les prisons belges" (n° 16646)

01 Samengevoegde vragen van

- de heer Éric Libert aan de minister van Justitie over "het martelen van gedetineerden in de gevangenis van Vorst op 22 september en 30 oktober 2009" (nr. 16594)
- de heer Éric Libert aan de minister van Binnenlandse Zaken over "het martelen van gedetineerden in de gevangenis van Vorst op 22 september en 30 oktober 2009" (nr. 16595)
- mevrouw Valérie Déom aan de minister van Justitie over "het geweld dat door politieagenten van de zone Brussel-Zuid tegen gevangenen werd gebruikt" (nr. 16599)
- mevrouw Valérie Déom aan de minister van Binnenlandse Zaken over "het geweld dat door politieagenten van de zone Brussel-Zuid tegen gevangenen werd gebruikt" (nr. 16602)
- de heer Fouad Lahssaini aan de minister van Justitie over "de ernstige feiten die zich hebben voorgedaan tijdens de stakingen van de penitentiaire beambten" (nr. 16606)
- de heer Stefaan Van Hecke aan de minister van Binnenlandse Zaken over "gewelddaden door politieagenten in de gevangenis van Vorst" (nr. 16608)
- de heer Stefaan Van Hecke aan de minister van Justitie over "gewelddaden door politieagenten in de gevangenis van Vorst" (nr. 16609)
- de heer Renaat Landuyt aan de minister van Justitie over "de geweldpleging op gevangenen door politieagenten van de zone Brussel-Zuid" (nr. 16622)
- de heer Renaat Landuyt aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de geweldpleging op gevangenen door politieagenten van de zone Brussel-Zuid" (nr. 16623)
- de heer Michel Doomst aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de gebeurtenissen in de gevangenis van Vorst" (nr. 16627)
- mevrouw Mia De Schamphelaere aan de minister van Binnenlandse Zaken over "politieagenten die het werk van cipiers overnemen" (nr. 16641)
- mevrouw Carina Van Cauter aan de minister van Justitie over "het optreden van de agenten tijdens de staking van de cipiers in de gevangenis van Vorst" (nr. 16644)
- mevrouw Carina Van Cauter aan de minister van Binnenlandse Zaken over "het optreden van de agenten tijdens de staking van de cipiers in de gevangenis van Vorst" (nr. 16645)
- mevrouw Els De Rammelaere aan de minister van Justitie over "de geweldpleging in de Belgische gevangenis" (nr. 16646)

01.01 Éric Libert (MR): Monsieur le président, madame la ministre, monsieur le ministre, la presse de ce mardi 17 novembre s'est fait l'écho de faits malheureusement particulièrement graves: il s'agit de cas de tortures et de traitements inhumains et dégradants infligés à la prison de Forest, ainsi que d'injures racistes, commis sur plusieurs détenus par les policiers chargés du maintien de l'ordre dans cette prison, les 22 septembre et 30 octobre 2009.

Par ailleurs, sur la base de nombreux témoignages, il est également fait état de menaces proférées par les policiers à l'encontre du personnel pénitentiaire, ainsi que de la direction de l'établissement, lorsque ceux-ci voulaient s'interposer face aux violences.

Un rapport concordant a par ailleurs été transmis par la direction de la prison de Forest à M. le ministre de la Justice, ainsi qu'à l'administration pénitentiaire.

Ces faits ne sont malheureusement pas isolés puisque, comme vous en avez sans doute déjà été informé, des faits analogues se sont déroulés dans le quartier du Midi, il y a peu, à l'encontre de sans-papiers.

Ces faits sont à mettre en rapport avec le constat établi par le Comité contre la torture (CAT) de l'ONU qui, dans ses observations finales de 2008, avait relevé que la formation des membres des forces de police et du personnel pénitentiaire relative à l'interdiction de la torture et des traitements inhumains ou dégradants restait nettement insuffisante.

En conséquence, le CAT émettait diverses recommandations à la Belgique. Premièrement, intensifier les mesures d'une formation qualifiante et multidisciplinaire en matière de droits de l'homme, en incluant en particulier des informations complètes sur l'interdiction de la torture dans les programmes de formation

professionnelle. Deuxièmement, donner à tout le personnel une formation spéciale et adéquate afin d'apprendre à détecter les signes de torture et de mauvais traitements. Troisièmement, élaborer une méthode pour évaluer l'efficacité des programmes de formation et d'enseignement, ainsi que leur incidence sur la réduction du nombre de cas de tortures, de violences et de mauvais traitements.

Par ailleurs, en réponse à une question écrite sur la formation des forces de police face au racisme publiée fin 2008, Mme la ministre de l'Intérieur avait fait part des différentes formations entreprises qui, semble-t-il, n'ont pas porté efficacement de fruits.

Ainsi, comme l'écrit la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance, dans son rapport sur la Belgique, adopté le 19 décembre 2008: "De l'avis général, il est encore nécessaire de renforcer et d'étendre les mesures visant à former et à sensibiliser les fonctionnaires de police et d'autres services de l'ordre à la problématique du racisme pour obtenir des progrès concernant la manière dont la police traite les membres des groupes minoritaires et la manière dont elle répond aux plaintes contre des actes racistes de la part de personnes privées".

C'est pourquoi, l'ECRI a demandé aux autorités belges de mettre en œuvre, de manière prioritaire, la formation et la sensibilisation de l'ensemble des fonctionnaires de police à la nécessité de lutter contre le racisme et la discrimination raciale.

Madame la ministre de l'Intérieur, quelles mesures sont-elles envisagées afin de sanctionner de tels comportements, indépendamment des éventuelles poursuites pénales, et quelles mesures sont-elles envisagées afin de prévenir ces comportements?

Monsieur le ministre de la Justice, quelles mesures sont-elles envisagées afin de garantir la sécurité des détenus lorsque le maintien de l'ordre en prison est assuré par les services de police? De quelles compétences dispose la direction de l'établissement pénitentiaire concerné dans ce même cas? Envisagez-vous de faire usage de votre droit d'injonction positive auprès du parquet à l'encontre des personnes concernées par ces faits atroces?

01.02 Valérie Déom (PS): Monsieur le président, comme beaucoup de personnes, c'est évidemment avec horreur et stupéfaction – et les mots sont faibles –, que nous avons appris la nature des faits qui sont reprochés à trois policiers de la zone Bruxelles-Midi appelés en renfort à la prison de Forest. Je ne les rappellerai pas: tortures, insultes racistes, passage à tabac, etc. Je m'arrête là car les faits sont suffisamment atroces.

La commission de surveillance de la prison de Forest relate ces faits dans le détail. Cette commission étant composée d'un magistrat, d'un médecin et d'un avocat, je pense qu'on peut lui attribuer toute la valeur qu'elle peut avoir.

Par ailleurs, comme mon collègue vient de le dire, il semble qu'il ne s'agisse pas d'un cas isolé mais de faits de violence ayant été commis à plusieurs reprises par les policiers de la zone de Bruxelles-Midi et ce, même en dehors de leur intervention dans le cadre des problèmes qui peuvent survenir en prison.

Suite aux articles et aux communiqués de presse, j'ai moi-même reçu un certain nombre de témoignages de personnes ayant été victimes de violences de la part de policiers de la zone de Bruxelles-Midi. Je dispose également d'une série d'articles de presse. En juillet 2009, un jeune homme de 23 ans est passé à tabac. En août 2009, il y a l'affaire Boutafala: quatre jeunes sont emmenés dans un fourgon, sont passés à tabac, s'entendent dire qu'on va leur faire écouter de la musique nazie, sont obligés de crier qu'ils sont des "sales macaques". Il y a aussi l'affaire qui vient de déboucher sur une inculpation de six policiers dans le cadre de ce qui s'est passé en 2006-2007 à la gare du Midi où un sans-papiers a été "offert" à une policière pour qu'elle puisse le tabasser comme elle en avait envie. En octobre 2009, un tenancier de café, arrêté pour tapage nocturne, reçoit des coups dans le fourgon avec des coups de freins, vol, menaces pour qu'il ne porte pas plainte. Je vais m'arrêter là car, malheureusement, la liste est très très longue!

Certaines de ces affaires ont déjà fait l'objet de plaintes au niveau de l'Inspection générale de la police et de rapports du Comité P.

En matière de témoignages, j'ai également reçu le témoignage de policiers qui ont fait partie de cette zone et qui parlent carrément de violence institutionnalisée dans cette zone de police, de situations calamiteuses et

d'enquêtes internes sabordées.

Monsieur le ministre, madame la ministre, mon groupe et moi-même sommes évidemment extrêmement choqués, tant par les faits commis à la prison de Forest que par l'état des lieux que je viens de dresser sur les agissements des policiers de la zone de police Bruxelles-Midi.

Monsieur le ministre de la Justice, en ce qui concerne la prison de Forest, comment cela a-t-il pu se produire? Et, en fait, je le dirais dans toutes les affaires pour un État démocratique. Comment se fait-il que le directeur de la prison n'ait pas pu s'interposer ou intervenir? Cela signifie-t-il que, lorsque les policiers sont appelés en renfort, le directeur perd la mainmise sur sa prison, perd toute autorité sur les forces de police? De quelle nature est le rapport hiérarchique dans un tel cas? Quelles mesures disciplinaires sont-elles envisagées à l'encontre des policiers incriminés pendant la durée de l'enquête relative aux faits de Forest?

Quelles mesures comptez-vous prendre? Je fais là également référence au rapport CAT que mon collègue a cité concernant les mesures de formation qui pourraient et devraient être prévues en ce qui concerne les policiers.

Une enquête du Comité P est-elle envisagée – et nous l'espérons dans les plus brefs délais – sur ce qui vient de se passer à Forest? J'ajoute que vu les faits qui sont connus et ont été relatés dans les différents médias, il conviendrait carrément de demander – et nous le faisons – au Comité P de diligenter un audit général de la zone de police Bruxelles-Midi.

01.03 Fouad Lahssaini (Ecolo-Groen!): Monsieur le président, madame la ministre, monsieur le ministre, suite aux récentes actions de grève des gardiens dans les prisons, la commission de surveillance de la prison de Forest a dénoncé une série de faits extrêmement graves qui se seraient produits.

Ainsi, déjà le 22 septembre dernier, des policiers de la zone Bruxelles-Midi ont été chargés de remplacer les gardiens à pied levé. Suite à une simple demande de la part d'un détenu de pouvoir prévenir sa mère handicapée afin qu'elle ne se déplace pas inutilement pour la visite, supprimée suite à la grève, la situation a dégénéré et a donné lieu à une intervention pour le moins musclée de la part des policiers.

Le détenu a été frappé au point que le médecin de garde de la prison l'a jugé dans un état critique nécessitant son transfert immédiat à l'hôpital.

Monsieur le ministre de la Justice, aviez-vous été informé de ce fait du 22 septembre 2009? À peine un mois plus tard, le 30 octobre 2009, une nouvelle grève des gardiens entraîne le retour des policiers. Ceux-ci ont fait régner la terreur sur la prison, ayant à nouveau battu et humilié plusieurs détenus, atteignant ainsi la dignité humaine.

Indépendamment d'éventuelles plaintes des victimes de ces maltraitances, quelles mesures comptez-vous prendre pour que ce type d'incident ne se reproduise plus? J'imagine que vous nous annoncerez, comme vous l'avez fait dans les médias ce matin, que vous demanderez au Comité P de mener une enquête mais, dans l'immédiat, quelles sont vos intentions?

L'intervention des agents pénitenciers laisse déjà à désirer lors d'événements difficiles à gérer. Les policiers, quant à eux, manquent cruellement de formation pour ce type d'intervention. J'adresse ainsi mes questions aux deux ministres. Quelle est la mission de la police réquisitionnée lors de grèves dans les prisons? Dans quel cadre légal s'inscrit-elle? Qui est responsable de l'intervention de la police sur place? Un policier est-il responsable de l'opération sur place? La prison ne devient-elle pas alors un territoire sous contrôle de la police, si l'on se réfère à l'intervention vaine du directeur de la prison qui a tenté de s'interposer voyant les dégâts que provoquait l'intervention des policiers? Les articles parus dans la presse laissent croire que, dans ces cas-là, la prison devient une zone de non-droit aussi bien pour les détenus que pour le personnel administratif.

01.04 Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen!): Mevrouw de minister, er bestaan veel speelfilms over gevangenissen. Veel mensen kijken ernaar. Het gaat over ontsnappingen, maar vaak ook over de manier waarop gedetineerden worden behandeld. Deze films spelen zich vaak af in de Verenigde Staten of in een Aziatisch land, of in een verafgelegen dictatuur.

Ik herhaal de feiten niet die mijn collega's al uitvoerig hebben geschetst. Ze vonden niet plaats in Amerika,

Irak of Azië. Ze vonden plaats in deze stad, in Brussel. Dat vind ik schokkend en schrikwekkend. Het is geen fictie. Het is realiteit. Als maatschappij moeten we ons schamen dat zo iets op ons grondgebied gebeurt. De verhalen zijn helaas ook niet alleenstaand. Er duiken veel gelijkaardige verhalen op. Dat maakt het erger. Dat maakt het structureel.

De verhalen zijn schokkend en, indien waar, totaal onaanvaardbaar. Een gepaste reactie en een streng optreden, zowel vanuit Justitie als vanuit Binnenlandse Zaken, is hier op zijn plaats. We mogen niet vooruitlopen op de feiten maar als ze bewezen zijn, dan is er voor dergelijke politiemensen geen plaats in een korps. Daar ben ik heel duidelijk over. Ik hoop dat u, als verantwoordelijke ministers, die mening bent toebedeeld.

De collega's hebben al heel wat vragen over de te nemen maatregelen gesteld. Ik heb deze ochtend vernomen dat er een strafonderzoek loopt en dat aan het Comité P een onderzoek is gevraagd. We moeten die onderzoeken afwachten. Ik heb toch nog twee fundamentele vragen.

Stelt zich eigenlijk geen probleem met de houding en de ingesteldheid van politiemensen? Moeten wij ons niet de vraag stellen hoe zij omgaan in stresssituaties? Hoe zij omgaan met agressie en macht? Eens zij in de gevangenis staan, is het alsof ze een territorium bezetten. Als we de verhalen mogen geloven dan kunnen zij daar doen wat ze willen.

Hoe gaan zij om met die macht? Hebben zij dat niet aangeleerd? Leren zij tijdens de opleiding niet hoe ze moeten omgaan met macht, stress en agressie? Dat zijn de fundamentele vragen die wij ons moeten stellen.

Er is een probleem van leiding. Ik heb gehoord dat er een veertigtal politiemensen in de gevangenis aanwezig was om de taken over te nemen. Wie heeft op dat moment de leiding? Hoeveel mensen geven leiding? Welke instructies worden de politiemensen meegegeven die de bewakingsopdracht overnemen? Welk toezicht wordt er uitgeoefend? Wordt er wel toezicht uitgeoefend? Zijn alle verantwoordelijken met enige rang en verantwoordelijkheid wel op post of komen zij even kijken alvorens te gaan slapen en de volgende ochtend terug te komen? Ik hoop van niet.

Ik denk dat zich daar een tweede probleem voordoet. Hoe is de leiding en het toezicht georganiseerd op dat moment? Als ik die feiten hoor en zie, denk ik dat ook daar is gefaald.

Ik hoop dat het Comité P niet alleen dat concrete geval van geweldpleging zal onderzoeken, maar een breder onderzoek zal voeren naar de manier waarop die leiding en het toezicht wordt uitgeoefend wanneer politiemensen de bewakingstaak opnemen.

Mijn concrete vraag, aanvullend op alle andere vragen, luidt dan ook of u een dergelijke opdracht ook zult meegeven aan het Comité P, om dat aspect ook mede te onderzoeken.

Mijnheer en mevrouw de minister, er is al vaak gezegd dat de politiemensen daarvoor niet specifiek zijn gevormd. Het is geen gewone situatie voor hen. Ik denk echter dat dit absoluut geen enkel excuus kan zijn voor hun gedrag. Het mag ongewoon zijn, het mag hun dagdagelijkse taak niet zijn: zij hebben vorming genoten. Het zijn politiemensen van wie wij elementair respect voor het recht mogen verwachten. Die feiten zijn geen excuus.

01.05 Renaat Landuyt (sp.a): Mijnheer de voorzitter, ik heb twee vragen. Ik heb dus recht op een spreektijd van tien minuten, die ik echter niet zal volpraten. Ik zeg het u, vooraleer u mij onderbreekt. Ik ken u immers.

Ik kom ter zake.

Het heeft niet veel zin de beschrijving van de feiten hier te herhalen.

Mijnheer de minister van Justitie, de feiten zijn geen blunders meer. Wij hebben hier te maken met Abu Ghraib aan de Zenne. In ieder geval gaat het om een fenomeen van geweld.

Ik was tamelijk tevreden, indien ik het zo mag stellen, met de reactie van de minister van Justitie. Ik was minder tevreden met en zelfs enigszins geschokt door de reactie van de minister van Binnenlandse Zaken op de feiten.

Het is logisch dat mijn vragen over de officiële kant van de feiten gaan: wat is echt waar en wat is niet waar? Ze hebben eveneens betrekking op het aantal strafonderzoeken en tuchtprocedures die uit de feiten zal volgen.

Het is wijs dat het Comité P is ingeschakeld.

Ik ben blij dat de minister van Justitie niet heeft gesproken over een nota inzake het geweld in de gevangenissen, die hij zou indienen. Niettemin bestaat het fenomeen. Wij moeten er wellicht aandacht aan besteden. Wij kunnen er ons niet vanaf maken met te verwijzen naar de overbevolking en met de opmerking dat alles straks beter zal zijn, wanneer de nieuwe gevangenissen er zijn. Ik heb echter begrepen dat het voorgaande niet uw reactie is.

Waarmee ik een probleem heb, is het volgende. Wanneer we kijken naar wat naar aanleiding van een betoging een paar weken geleden in Gent is gebeurd en naar de gebeurtenissen met de lokale politie van Brussel-Zuid naar aanleiding van het werk in de gevangenis dat voornoemd korps er moest doen, mogen wij niet blind zijn voor een fenomeen.

Ik heb de minister van Binnenlandse Zaken niet goed begrepen. Zij stelt dat de politiemensen zijn opgeleid om mensen op te pakken, maar niet om mensen te bewaken. Dat zou volgens haar het probleem zijn.

Ik hoop dat ik uit haar woorden niet moet afleiden dat de politie is opgeleid om geweld te gebruiken om mensen op te pakken en dat de politiemensen niet de juiste personen zijn om mensen te bewaken. Het voorgaande kan toch geen officiële stelling zijn. Het zou immers de bevestiging van het probleem kunnen zijn.

Zijn onze politiemensen enkel gevormd om geweld tegen personen te plegen? Is het feit dat de politie tijdens een staking van bewakingspersoneel moet inspringen, de oorzaak van het probleem?

Ik hoop dat ik het verkeerd heb begrepen. Ik reken erop dat u de verklaringen op voornoemd vlak zal rechtzetten. U kan immers niet het in dergelijke mate beschreven geweld door politiemensen goedkeuren.

Het politieke punt is de vraag of wij ermee akkoord gaan dat onze politie is opgeleid om geweld te gebruiken en de vaststelling dat zij niet in staat is op een humane manier mensen te bewaken. Dat mogen wij niet aanvaarden.

Mevrouw de minister, ik hoop dat u ook lessen trekt, niet uit uw uitspraken, maar uit het fenomeen dat hier iets meer aan de hand zou kunnen zijn. U zou een overzicht kunnen maken van het gebeuren binnen de politie sedert de beroering rond de leiding. Ik denk immers dat er een probleem van leiding en gezag is, politiek en administratief. Op politiek vlak wordt het probleem deels veroorzaakt door de beroering die net voor uw aantreden kwam. U hebt immers de gelegenheid genomen paal en perk te stellen aan de discussie met de politieleiding.

Wanneer men een overzicht maakt van de feiten waarvoor het politiepersoneel werd aangesproken – er zat er trouwens een in de gevangenis – dan krijgt men het vervelende gevoel dat de leiding een stuk zoek is, dat de normen langzaamaan zoek zijn en dat men zich permitteert tegen de directie van de gevangenis in, personen even op hun manier aan te pakken. Dat men zich dat tot op de werkvloer permitteert zou de vraag moeten doen rijzen: “Is er geen probleem van leiding binnen de politie?”

Ik hoop dat u naast het partijpolitieke debat over de vervanging van stakende cipiers ook uw werk als minister van Binnenlandse Zaken dermate aanpakt dat u, zoals de minister van Justitie, even aandacht hebt voor het fenomeen van geweld in de gevangenis. Ik hoop dat u – en dit is misschien veel belangrijker voor alle burgers die vrij rondlopen – even het fenomeen van het geweld binnen de politie ook in ogenschouw wilt nemen. Uw toekomstige voorzitter van de partij kan dan het partijpolitieke debat dan wel zelf voeren.

01.06 Michel Doomst (CD&V): Voorzitters, mevrouw de minister, mijnheer de minister, ik denk dat het iets te hoog gegrepen is van de commissie om hier, elk op zijn manier, de film te willen afrollen van de blijkbaar schokkende zaken die zich hebben voorgedaan. We moeten heel snel te weten komen wat zich werkelijk op het veld heeft afgespeeld. Daarop hebben wij recht. Er is veel rook, maar er zal ook wel vuur zijn. Het is een vuur waaraan we maatschappelijk onze vingers zullen verbranden als we er niet tegen optreden en we het voortaan niet proberen te vermijden. Daarvoor moeten we de passende maatregelen nemen.

We moeten dus heel snel klaarheid krijgen om snel tot een oplossing te kunnen komen. We moeten ons heel duidelijk afvragen waar de agressiviteit vandaan is gekomen en waar ze te situeren is.

Ik neem aan dat het Comité P, de algemene inspectie en het parket al zijn ingeschakeld om een onderzoek naar de feiten in te stellen.

Kunnen we nog wat toelichting krijgen bij de gebeurtenissen die zich hebben afgespeeld?

Zijn we bereid snel het gesprek op te starten over de eigenlijke en oneigenlijke taken van de politie, net zoals over de opleiding die daaraan is verbonden?

Ik vrees een beetje dat dat soort van interventies in de nabije toekomst nog wel eens nodig zouden kunnen zijn. Welke maatregelen ondernemen wij om de veiligheid in de gevangenissen te verbeteren? Hoe kunnen wij de juiste attitude creëren voor het omgaan met het heel moeilijk spanningsveld tussen gedragingen van gevangenen en politiemensen? Het is al twaalf uur en gelijkaardige gebeurtenissen dreigen nogmaals plaats te vinden, aangezien zulke interventies waarschijnlijk ook in de toekomst nog wel eens zullen moeten worden ondernomen.

01.07 Mia De Schamphelaere (CD&V): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de voorzitter, mevrouw de minister, mijnheer de minister, ik wil mij aansluiten bij onze collega's. Ik ben blij met de algemene verontwaardiging over de feiten.

Wij kennen de moeilijke verblijfsomstandigheden in onze gevangenissen. Wij weten dat er jarenlang ondergeïnvesteerd is in de infrastructuur. Wij weten dat de regering stap voor stap de plannen uitvoert voor capaciteitsverhoging en renovatie. Wij weten dat de materiële omstandigheden op het vlak van sanitair en hygiëne vaak ontoereikend zijn, dat minimaal menselijk comfort zeer moeilijk te bereiken is. Wij weten dat de werkomstandigheden vaak beneden alle peil zijn. Wij weten dat gedetineerden ook niet zinvol kunnen begeleid worden en dat de spanningen soms heel hoog oplopen. Wij weten ook dat politiemensen soms onverwacht de dienst moeten opnemen.

Geen enkel van al die elementen kan echter een verontschuldiging zijn voor de feiten die nu vandaag naar boven zijn gekomen. Het lijkt wel op sommige momenten dat er oorlog heerst in onze gevangenissen, oorlog tussen geweldenaars en weerlozen.

Mevrouw de minister, politiemensen zouden drager moeten zijn van de normen en waarden van onze rechtstaat. Zij kunnen en mogen dus nooit uit het oog verliezen dat gedetineerden, ook al zitten zij een gerechtvaardigde straf uit, rechtssubjecten blijven, dragers van menselijke waardigheid.

Er is nu sprake van foltering, fysieke en mentale vernedering. Als de berichten werkelijkheid blijken te zijn – de onderzoeken zijn hopelijk opgestart en lopende –, dan is er meer nodig dan vervolging en bestraffing, dan is er nood aan een publieke verontschuldiging van de verantwoordelijke overheid, niet alleen tegenover de slachtoffers en de familieleden, maar ook tegenover de gemeenschappen, de culturele gemeenschappen en de geloofsgemeenschappen.

Op dit moment worden de feiten reeds beschreven in buitenlandse kranten. Men kan zich inbeelden wat dat betekent in de verschillende vertalingen, met de bijhorende emoties. Men kan goed beseffen, iedereen hier in het Parlement beseft dat, dat dat een gevaarlijke polarisatie tot stand zou kunnen brengen, ook in onze steden.

Daarom heb ik, naast de vele vragen van de collega's, volgende vraag.

Niet alleen de vervolging, maar vooral de publieke verontschuldiging van de leidinggevendenden, alleen dat zal voor buitenstaanders klaar en duidelijk kunnen maken dat de Belgische rechtstaat dergelijke feiten niet neemt.

Is de regering hiertoe bereid?

01.08 Carina Van Cauter (Open Vld): Mijnheer de minister, mevrouw de minister, ik denk dat mevrouw De Schamphelaere terecht de nadruk legt op een spiraal, die nu blijkbaar eindigt met geweld, wat absoluut

ontoelaatbaar is.

Door verschillende collega's is in vorige vragen herhaaldelijk gewezen op de problemen van de overbevolking in de gevangenissen en de onaangepaste infrastructuur die effectief leidt tot moeilijke werkomstandigheden en die het voor de gevangenen heel dikwijls onleefbaar maakt. We worden geconfronteerd met stakingen. Dat leidt tot mijn eerste vraag.

Mevrouw de minister, hoe dikwijls is de politie al tussenbeide moeten komen sedert begin 2007 om de taken van de cipers over te nemen? Ik stel die vraag doelbewust, want het is een van de kerntaken van de overheid om effectief te zorgen voor strafuitvoering en voor de bewaking van degenen die een gevangenisstraf moeten ondergaan. Daartoe zijn speciaal cipers opgeleid, die weten hoe zij moeten omgaan met crisissituaties van langgestraften en mensen die van hun vrijheid beroofd zijn.

Collega Landuyt, het is een andere situatie wanneer we te maken hebben met gedetineerden die soms nog samenleven met geïnterneerden. We kennen de situatie allemaal.

Bij de politie gaat het echter om mensen die specifiek opgeleid zijn om onderzoek te voeren en mensen die voortvluchtig zijn, te interpellieren en aan te houden. Dat zijn twee verschillende situaties. Iedere groep heeft daarvoor een specifieke opleiding genoten. Mevrouw de minister, ik luister uiteraard eerst naar uw antwoord, maar als de politie inderdaad veelvuldig een van de kerntaken van de overheid moet overnemen, is het dan niet terecht dat we een minimale dienstverlening van de cipers vragen? Een gelijkaardige maatregel hebben we vanochtend nog besproken met betrekking tot het sociaal strafrecht. Voor weigering van prestaties in het algemeen belang, een noemer waaronder we onder meer ook het bewaken van gevangenen kunnen brengen, hebben wij in het Sociaal Strafwetboek straffen voorzien. Mevrouw de minister, is er ter zake overleg gepleegd in de regering?

Mijnheer de minister van Justitie, ik zal het antwoord niet herhalen dat u hebt geformuleerd tijdens de bespreking van een dergelijke maatregel in het Sociaal Strafwetboek toen ik u dezelfde vraag heb gesteld. We zullen dat lezen in het verslag. Ik zal de vraag echter opnieuw stellen. Overweegt u om ook op dat vlak, voor zover nodig, als de politie regelmatig de taak van de cipers moet overnemen, een regeling van minimale dienstverlening uit te werken? Het moet dan uiteraard om een urgent probleem gaan en niet om een eenmalige tussenkomst van de politie.

Ten slotte, mijnheer de minister van Justitie, er zou overleg worden gepleegd met de minister van Binnenlandse Zaken over de veiligheid van de gevangenissen. Dat is wederzijds, hoop ik. Ik neem aan dat zulks ondertussen is gebeurd. Worden we inderdaad binnen de gevangenissen met een onveilige situatie geconfronteerd? Gaat het hier om eenmalige incidenten, hoe erg ze ook worden omschreven? Hoe zal men daar in de toekomst mee omspringen?

01.09 Els De Rammelaere (N-VA): Mijnheer en mevrouw de voorzitter, mijnheer en mevrouw de minister, de feiten zijn hier al aan bod gekomen. Ik zal er dan ook niet meer in detail op ingaan. Er zijn onaanvaardbare praktijken gebeurd in de gevangenis door politieagenten die de rol van de cipers moesten overnemen naar aanleiding van een staking. Thans zijn twee incidenten op de voorgrond getreden, maar het moet duidelijk zijn dat het geen alleenstaande feiten zijn. Er is nu eenmaal veel geweld in de gevangenissen en we mogen daarvoor niet blind zijn. De incidenten zijn nu aan het licht gekomen, omdat ze zijn gebeurd naar aanleiding van een staking, maar onze gevangenissen zijn ware tijdbommen. Dat geldt zowel voor de gedetineerden als voor cipers en politieagenten, die al dan niet tijdelijk de taken moesten overnemen.

Er zijn recentelijk ook incidenten geweest in Leuven, waarover wij straks verder zullen spreken in de commissie voor de Justitie.

Het is een groot probleem. Ik heb daarover, net zoals mijn collega's, enkele concrete vragen gesteld. Ik zal ze niet herhalen, maar ik heb nog wel twee opmerkingen.

Ik heb ondertussen in het middagnieuws vernomen dat de minister van Justitie het Comité P heeft bevolen een verder onderzoek te voeren. Dat is een zeer terechte vraag, maar ik heb meer problemen met de opmerking van de minister van Binnenlandse Zaken, die nogal laconiek antwoordde dat we ons moeten afvragen wat die politiemensen daar doen, dat dat niet tot hun opdracht behoort en zij daarvoor niet zijn opgeleid. Het kwam over alsof zij hun daarmee een excuus gaf voor hun gedrag. Ik vind dat onaanvaardbaar en ik hoop echt dat zij hier iets anders zal zeggen dan ze te excuseren voor hun gedrag.

01.10 Clotilde Nyssens (cdH): Monsieur le président, madame et monsieur les ministres, sans répéter tout ce qui a été dit, je dois vous signaler que, tout à fait par hasard, j'organisais, samedi dernier, un colloque sur la violence en général, et en particulier dans les prisons. Dans l'atelier où j'étais samedi après-midi, il y avait des visiteurs de prison, des anciens détenus, des policiers, des agents pénitentiaires. J'en ai entendu de toutes les couleurs sur la violence dans les prisons. Sans refaire le monde, il est évident que le problème de la violence en général dans les prisons est à l'image de la violence dans la société. Si la prison est, en soi, un domaine où la vie est un peu particulière, elle est aussi le reflet de la société.

Mis à part ceci, mon sang n'a fait qu'un tour quand j'ai été avertie des faits et que j'ai vu à la télévision l'avocat de la Ligue des droits de l'homme, quelqu'un de vraiment très expérimenté, exprimer ce qui s'était passé. C'est vrai que j'en avais des frissons dans le dos et qu'il faut tout faire pour que ça ne se reproduise plus.

Je voudrais évidemment vous entendre sur les sanctions et sur les remèdes à venir. Plus généralement, n'est-il pas grand temps, monsieur le ministre de la Justice, à l'image de votre Plan Prisons (qui concerne les bâtiments, etc.) - et je crois que c'est une idée que je vous avais déjà lancée -, de réunir tous les acteurs qui agissent en prison, pour voir comment, ensemble, le phénomène de la violence en général peut être cerné?

Je suis sûre qu'il y a deux grands volets. Il y a, d'une part, les violences personnelles, qui sont le fait de certaines personnes à un moment donné, personnes qui ne sont pas formées de manière adéquate. On ne va pas refaire ici le débat au sujet de la formation mais il est évident que celle-ci est insuffisante en ce qui concerne la gestion des conflits et les méthodes modernes d'appréhension de telles situations. Certains ne savent pas comment approcher les gens et manquent de respect vis-à-vis de la personne qui se trouve devant eux. Et il y a, par ailleurs, le cadre de la prison, qui suscite des violences institutionnelles. Les exemples qui appellent des améliorations sont nombreux.

Je ne vais pas être plus longue mais je crois que cet horrible fait divers – la torture est vraiment quelque chose qu'on ne peut pas accepter – ne peut pas se reproduire. Et je suis sûre que des faits, moins importants mais du même ordre, se produisent quotidiennement.

Je crois qu'il faut aider toutes les personnes à qui on confie ces tâches de service public à remplir leur fonction. Et visiblement, il y a des personnes, sur le terrain, qui ne sont pas faites pour ces fonctions.

01.11 Bert Schoofs (Vlaams Belang): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de voorzitter, mevrouw de minister, mijnheer de minister, het schokkend karakter van de feiten en de feiten zelf vallen uiteraard te betreuren. Dit stuit tegen de principes van de rechtsstaat. Een beschaving bevindt zich op het randje wanneer dergelijke zaken zich voordoen. We moeten vragen dat het gerecht en het Comité P hun werk kordaat zullen doen.

Anderzijds wil ik nog de invalshoek versterken die hier door sommige collega's werd aangebracht. Ik betreur dat we al weken wachten op een gelegenheid om mondelinge vragen te stellen over de toestand in de gevangenissen, meer bepaald naar aanleiding van de steekpartij in Leuven waar een cipier zwaar werd verwond. Ik betreur dat we dat debat niet de voorrang hebben gegeven die het verdiende. Die toestand in de gevangenissen is mijns inziens de oorzaak en in het geval van deze feiten misschien zelfs de indirecte aanleiding voor wat er nu in de gevangenis van Vorst is gebeurd. Daardoor wordt het debat misschien maar voor een kwart gevoerd en vrees ik dat we een deel van het debat verdrinken of het debat in stukken snijden en het, zoals collega De Rammelaere reeds opmerkte, straks over de gevangenissen en de toestand daar hebben, terwijl de problemen in feite samenhangen. Ik spreek me niet uit over eventuele problemen in de politiezones, want dat kunnen wij momenteel niet doen.

Wat kunnen wij wel doen? Wij kunnen wijzen op de algemene toestand in de gevangenissen, op het feit dat cipiers meer en meer vervangen moeten worden door politiemensen omdat ze in staking gaan. Naar mijn aanvoelen zijn die stakingen vaak terecht omdat cipiers hun werk niet meer naar behoren kunnen uitoefenen. Van het ene komt dan het andere. Dan zitten we niet alleen meer in een spiraal van geweld of van politiegeweld, maar in een spiraal van ontwaarding van onze penitentiaire instellingen die sowieso de meest gevaarlijke instellingen zijn die onze samenleving nu eenmaal rijk is. Het opsluiten van mensen die verdienen opgesloten te worden, brengt gevaarlijke en risicovolle situaties met zich mee. We zien dat het dan helaas kan escaleren.

Ik kom tot mijn vragen, eerst en vooral aan beide ministers. Denkt u dat de politiemann geschikt is als

vervanger voor de cipier? Zou dit zo zijn, in welke omstandigheden? Welk kader wilt u daarvoor scheppen? Dit kader is vandaag absoluut niet aanwezig, wanneer we zien wat er gebeurt.

Mevrouw de minister van Binnenlandse Zaken, ziet u minimale dienstverlening als een oplossing? Zo ja, hoe ziet u die? Door wie? Voor hoeveel? Zult u het aandurven om daarover nu op dit ogenblik in debat te treden met de vakbonden en met de cipiers, mensen die al veelgeplaagd zijn?

Aan de minister van Justitie: hoe hebt u gereageerd op de veelvuldige signalen van de cipiers die tot de stakingen aanleiding hebben gegeven? Welke respons hebt u daar tot nu toe op gegeven? Welke garanties kunt u die mensen bieden?

01.12 Minister **Annemie Turtelboom**: Mevrouw de voorzitter, mijnheer de voorzitter, beste collega's, net zoals jullie vernam ik de wanpraktijken van agenten in de gevangenis van Vorst. Laat mij vooraf heel duidelijk zijn: als deze feiten, zoals ze in de pers zijn beschreven en zoals ze naar buiten zijn gekomen waar zijn, is dat zeer erg, verwerpelijk en onaanvaardbaar. Ik wil daarover van in het begin heel duidelijk zijn, voor ik verder inga op bepaalde andere aspecten en vragen die zijn gesteld.

En ce qui concerne les faits du mois de septembre, un juge d'instruction a été désigné et a confié des devoirs d'enquête à l'inspection générale. Quant aux faits qui se seraient produits à la fin du mois d'octobre, les autorités de la zone de police ont diligenté leur service de contrôle interne pour effectuer les vérifications nécessaires. À cette occasion, un procès-verbal judiciaire a été dressé et transmis au procureur du Roi de Bruxelles.

J'estime qu'il appartient aux services concernés de prendre leurs responsabilités en cas de plaintes contre leurs agents, mais dans ces circonstances précises, j'ai décidé de saisir le Comité P.

Er zijn al drie onafhankelijke instanties met het dossier bezig. Er zijn al juridische procedures aan de gang, de algemene inspectie, een onafhankelijke instantie binnen de federale politie, onderzoekt het en er is al een onderzoeksrechter bezig met het dossier. Toch heb ik net als de minister van Justitie het Comité P om een onderzoek gevraagd.

We zullen uiteraard de besluiten nemen die we moeten nemen als de juridische procedures ten einde zijn. Dat is evident. Ik herhaal het, als de feiten bewezen worden door alle onderzoeken die zijn ingesteld, dan zijn ze verwerpelijk en is dat voor ons onaanvaardbaar.

Par ailleurs, des mesures disciplinaires peuvent également être envisagées par la zone de police, et ce dès qu'elles ont reçu une copie du dossier judiciaire. Les mesures d'ordre sont du ressort exclusif des autorités de la zone, et j'espère qu'elles s'y attellent sans délai.

Ik kom aan de deontologie. Ik zal u zeggen dat dit uiteraard zeer belangrijk is. Wij hebben daarover reeds een aantal debatten gehad. Ik moet u wel zeggen dat in de opleiding, het opleidingsplan zoals ik het vorige week heb ondertekend voor 2010, deontologie en de cursussen deontologie centraal staan. Daar is de strijd tegen racisme inbegrepen, waarvoor wij trouwens reeds samenwerken en nog meer zullen samenwerken met het Centrum voor Gelijkheid van Kansen en Racismebestrijding.

Voor ons opleidingsplan 2010 was echter reeds beslist dat deontologie het centrale punt was, niet alleen voor de agenten, maar ook voor de kaders en de leidinggevenden, omdat zij natuurlijk het voorbeeld moeten geven en omdat zij natuurlijk de leiding moeten geven bij operaties.

Wanneer ik op een bepaald ogenblik gesproken heb over die extra taken en over de taken van agenten, heb ik dat voor alle duidelijkheid steeds gekaderd. Voor iedereen die mijn verklaring daarover heeft gelezen weet dat de feiten die gebeurd zijn, onaanvaardbaar zijn. Een extra vorming kan nodig zijn voor politiemensen voor als ze bewaking moeten doen in gevangenis, dat heb ik trouwens ook geopperd, maar men moet goed weten dat men een politieagent nooit zal opleiden tot een bewaker in een gevangenis. Dat betekent niet dat men geweld mag gebruiken op het moment dat men die bewaking moet doen. Doch, als men in extra vorming voorziet, zal het nooit de bedoeling zijn dat die politieagent een gevangenisbewaker wordt. Dat zijn immers twee verschillende taken.

Ik geef één concreet voorbeeld dat ik de voorbije uren reeds heb uitgelegd. Beeldt u een politieagent in die vandaag iemand oppakt omdat die iets fout heeft gedaan, die persoon komt in de gevangenis terecht, de

dag erna is er een staking in de gevangenis en moet diezelfde agent die de persoon heeft opgepakt die persoon gaan bewaken.

Dat is een van de redenen waarom bijvoorbeeld la Comité pour la Prévention de la Torture op een bepaald ogenblik heeft gezegd dat het niet slecht is om na te denken over een minimale dienstverlening of een gegarandeerde dienstverlening, zoals de politie die kent, op het ogenblik dat er stakingen zijn, omdat een politieagent nooit de bewaking van een gevangenisbewaker zal kunnen overnemen.

Nogmaals, dat betekent niet dat men geweld mag gebruiken. Daarvan heb ik heel duidelijk gezegd dat dit verwerpelijk is, dat het onaanvaardbaar is.

Dit debat moeten wij aangrijpen met het oog op de links die er zijn tussen Justitie en Binnenlandse Zaken. Bijvoorbeeld op momenten dat politieagenten naar gevangenissen moeten gaan omdat er een staking is, moet men heel duidelijk zeggen wat men verwacht van de mensen en wat men niet verwacht van de mensen.

Men zal die politieagent echter nooit echt kunnen vormen tot een bewaker van een gevangenis, omdat dit twee verschillende taken zijn die men per definitie niet kan vatten in een en dezelfde persoon, vanwege het concrete voorbeeld dat ik u heb geschetst.

Men heeft ook cijfermateriaal gevraagd. Heel gedetailleerde cijfers hebben wij in dit korte tijdsbestek niet kunnen verzamelen, maar ik zal die uiteraard doorgeven aan de leden van de commissie.

Ik weet alleen één ding, Naar aanleiding van een andere vraag die straks in de commissie voor de Binnenlandse Zaken zal worden gesteld, weet ik dat gedurende 24 uur de bewaking overnemen in de gevangenis van 160 politieagenten vergt.

Ik heb ook een vraag gesteld aan de Commissie voor de Deontologie over "l'inscription spécifique dans le Code de la notion de torture". Wij gaan dat begrip dus ook inschrijven in de deontologie. Ik heb daarvoor dus een advies gevraagd aan de commissie voor de Deontologie.

Een zaak is duidelijk: dit debat is een zaak — en dat debat moet worden verbreed en er moet worden nagegaan welke raakvlakken er zijn met Justitie en Binnenlandse Zaken — maar het mag de feiten die nu zijn gebeurd niet verdringen. Dat is ook de reden waarom ik aan het Comité P een onafhankelijk onderzoek heb gevraagd, waarom de algemene inspectie hierbij is betrokken en waarom er een juridisch onderzoek is. Wij zullen niet nalaten om individuele maatregelen te nemen, los van de globale maatregelen, ten aanzien van de betrokkenen als de feiten bewezen zijn.

01.13 Minister **Stefaan De Clerck**: Mevrouw de voorzitter, mijnheer de voorzitter, collega's, ik denk dat het hele debat over het gevangenisbeleid hier moet worden hernomen. Dit zijn concrete feiten die moeten worden beantwoord. Het is duidelijk dat het materiële kader van de gevangenissen, zoals het bouwen van gevangenissen, meer capaciteit en overbevolking, aspecten zijn die op een of andere manier hiermee te maken hebben. Vandaag is het echter niet het voorwerp van het debat. Ik wil het echter wel even vermelden.

In eerste instantie moet worden gezegd dat de feiten onaanvaardbaar zijn. Het is pakkend, verschrikkelijk en onaanvaardbaar. Op een gezamenlijke basis moeten wij alles eraan doen om het goed te onderzoeken en ervoor te zorgen dat het niet voor herhaling vatbaar is.

Eerst zal ik de feiten heel kort schetsen vanuit het oogpunt van Justitie.

Les faits qui sont décrits dans la presse sont saisissants et inacceptables. Il faut donc réagir de manière vigoureuse. Mais il faut tout d'abord examiner la question et voir comment l'enquête concernant des faits qui remontent au 22 septembre et au 30 octobre sera menée.

Pour ce qui concerne les faits du 22 septembre, il est question de coups et blessures volontaires. Un juge d'instruction a été saisi et il y a eu constitution de partie civile. Le juge d'instruction est assisté par l'Inspection générale de la police locale et fédérale. L'enquête est évidemment encore en cours. J'ai d'ailleurs reçu une lettre datée du 13 octobre de la présidente de la Fédération bruxelloise des institutions pour détenus et ex-détenus (la Fidex) dans lequel elle mentionne qu'elle a reçu plusieurs témoignages de détenus concernant des agressions verbales et physiques par des policiers.

Pour ce qui est des faits du 30 octobre, ils ont été portés à ma connaissance la semaine dernière par le directeur général des établissements pénitentiaires qui avait lui-même reçu un courrier détaillé de la directrice de la prison de Forest. Ce courrier était destiné au chef de corps de la zone de police Midi avec copie faite au collège de police et au procureur du Roi. Dans ce courrier, la directrice faisait état d'une quasi impossible collaboration avec la police sur place qui était en sous-effectif et de l'usage de violences excessives et de traitements dégradants de la police à l'encontre des détenus.

Sur cette base, les procès-verbaux nécessaires ont été établis par le service de contrôle interne de la zone de police Midi qui a donc réagi immédiatement. Pour ce qui concerne les infractions, le parquet s'occupe du dossier. Dans ce cas, il n'y a pas eu constitution de partie civile, mais je suppose que l'enquête sur ces faits se fera de la même façon que celle concernant les faits du 22 septembre. Cela répond, en tout cas, à la demande justifiée d'une enquête indépendante, mais aussi intégrale des faits qui concernent la même prison. En tout cas, pour ma part, il me semble qu'il est opportun de mener des enquêtes parallèles concernant les faits du 22 septembre et du 30 octobre.

Il n'est donc pas nécessaire que je fasse usage de mon droit d'injonction ni pour les faits du 22 septembre, ni pour ceux du 30 octobre. En effet, l'enquête est en cours. La justice fait le nécessaire.

Outre les deux enquêtes judiciaires, j'ai demandé au Comité permanent de contrôle des services de police de mener une enquête concernant la gestion des opérations par la police locale sur la concertation avec la direction de la prison et sur l'utilisation de la force par la police dans le contexte pénitentiaire. Il s'agit ici d'une demande plus générale. Et je ne vois aucun inconvénient à demander, comme ma collègue en a exprimé le souhait, une enquête sur les faits proprement dits. Mais comme il existait déjà une enquête judiciaire, j'ai préféré mettre l'accent sur la globalité des interventions et l'usage de la violence dans les prisons. Cela dit, les deux initiatives sont complémentaires. Elles devront être gérées par le Comité P.

Cela devrait nous permettre de considérer dans quelle mesure l'encadrement, la gestion de ces missions et la maîtrise de la violence offrent des garanties suffisantes pour prévenir dans le futur de tels événements. S'il appert qu'il existe un problème structurel, il va de soi que l'on doit se concerter et voir de quelle manière on doit mieux organiser les interventions de la police. Il est clair que c'est sur base de ces éléments que l'on doit juger tant au plan pénal qu'au plan disciplinaire et déterminer les réactions possibles.

Je crois qu'il est utile de dire et de répéter qu'il y a une base légale, claire et nette qui existe aujourd'hui dans le cadre de la loi sur la police.

Er is dus een heel duidelijk wettelijk kader. Ik wil dat nog even duidelijk stellen: er is de wet op het politieambt die heel expliciet de bevoegdheid om tussen te komen in de gevangenisomgeving toekent aan de politie. Het is een wettelijke opdracht. Dat is ook herhaald in de wet op de geïntegreerde politie. Bijvoorbeeld in de wet op het politieambt staat expliciet het volgende: "de handhaving van de orde en veiligheid in de gevangenis in geval van oproer of onlusten die van aard zijn de openbare orde ernstig in gevaar te brengen", enzovoort.

Daarbij maak ik zelf meteen de bedenking dat het ingrijpen van de politie in geval van oproer en onlust evident is, maar dat de problematiek van stakingen een andere aspect is. De veelvuldigheid van stakingen leidt tot een frictie omdat politiediensten soms menen dat ingrijpen bij een oproer, onlust of groot geweld evident is, maar dat een staking van een andere orde is en dat opeenvolgende stakingen een probleem creëren.

Dat is ook de reden waarom ik aan het Comité P vraag om de feiten die zich hebben voorgedaan te onderzoeken en te bepalen op welke manier dat kan leiden tot het beter definiëren van de opdrachten van de politie. De huidige wettelijke bepalingen zijn echter zeer duidelijk en daarover kan niet worden gediscussieerd. Eigenlijk is er ook geen alternatief vandaag de dag. Als er conclusies geformuleerd zouden worden, moeten we gaan kijken hoe we de handhaving van de orde in de gevangenis aanpakken. Ik kom daar straks nog even op terug. Ik wil dus even situeren hoe zoiets verloopt.

Il revient au directeur de prison de réquisitionner la police pour le maintien de l'ordre. Le directeur peut éventuellement donner des indications précises et les recommandations nécessaires. La police locale prend la direction des opérations proprement dites, elle met en place les moyens qu'elle estime nécessaires et demande éventuellement un renfort à la police fédérale. Le directeur reste donc, en tant qu'autorité

réquisitionnante, le responsable final dans la prison, même pendant un conflit social ou toute autre perturbation de l'ordre public.

Cela dit, le directeur doit s'organiser afin de donner les instructions, en concertation avec les responsables de la police.

De samenwerking tussen de directeur en de politiediensten leidde tot op heden normaal gezien niet tot problemen. Het is mij niet bekend dat het probleem zou zitten in het gebrek aan afspraken. Wij moeten nu onderzoeken wat er is gebeurd in deze dossiers, maar in algemene termen denk ik niet dat er noemenswaardige organisatorische problemen bestaan tussen de directie van een gevangenis en de politiediensten.

Er is wel een probleem van agressie in meer algemene termen. Het fenomeen van die agressie en het geweld in de gevangenissen is niet nieuw. Het is een maatschappelijke discussie, maar het aantal ernstige incidenten volgt zich de voorbije jaren inderdaad sneller op. Dat is manifest.

Het kan gaan over feiten die zich voordoen vanwege de gedetineerden zelf, met name meer agressie. Straks geef ik u cijfers in dat verband. Het kan gaan om agressie gelieerd aan de houding van de penitentiair beampte. En het kan agressie zijn die gekoppeld is aan de interventie van de politie. Globaal is er wel een stijging van het geweld in de gevangenissen. Het is escalierend, want het ene brengt het andere met zich mee.

Het is evident dat gevangenissen, evenals politiekorpsen, relatief hoog scoren, in vergelijking met doorsnee organisaties, op het vlak van slachtofferschap van agressie en intimidatie. Zowel in gevangenissen in België als in het buitenland — wees gerust, wij zijn geen uitzondering, het is een algemeen fenomeen — blijkt dat agressie vanwege gedetineerden reëel aanwezig is, meestal verbaal en in mindere mate ook fysiek.

In 2008 zijn wij gestart met de registratie van gegevens over agressie in de gevangenis. Het is de eerste keer dat wij dat hebben gedaan en dus is het een nulmeting. Wij kunnen er dus nog niet te veel conclusies uit trekken. In 2008 werden er 1 888 incidenten genoteerd. Let op, het gaat over alle elementen van agressie in een gevangenis, dus meestal verbale agressies. Het gaat over roepen en iemand uitmaken. Alle feiten werden gedetailleerd in het verslag.

Men kan ook zien hoe die problemen werden opgelost. In 131 gevallen neemt men geen enkele maatregel en kalmeert het vanzelf. In 520 gevallen komt men tot rust door een gesprek met de agressor. In 267 gevallen wordt de agressor kalm weggebracht. In 345 gevallen wordt de agressor met overmacht verwijderd door het personeel. Men lost het eigenlijk op.

Volgens die cijfers moet in 27 gevallen op 1 888 heel breed gedefinieerde gevallen van agressie, de politie tussenbeide komen. U merkt dus dat het een klein segment is van geweld in de gevangenis in het algemeen. Het is wel belangrijk te zeggen dat het fenomeen onderzoek verdient en dat wij de nodige stappen zetten. Hopelijk zullen wij met het verslag van het Comité P en andere overlegmechanismen kunnen komen tot een opvolging van de problematiek.

Enquêtes bij gedetineerden, rapporten van de Committee for the Prevention of Torture van de Raad van Europa en verslagen van de commissies van Toezicht wijzen op die fenomenen. Er bestaan klachten daarover.

Ook wij reageren daar nu al op door het organiseren van bijkomende opleidingsprogramma's. Er is bij de politie aandacht, maar ook bij ons. Conflict- en agressiehantering wordt voortgezet. Wij hebben nu ook al beslist om de opleidingen van drie tot zes maanden verder uit te bouwen. De ene helft is theorie, de andere helft is concreet de beheersing van geweld op het terrein, gevolgd door een stageperiode van zes maanden.

Ik heb deze week ook nog een onderrichting ondertekend om het geweld in de gevangenissen verder te organiseren. Wij zijn dus bezig met de problematiek, maar wij moeten wellicht nog even verder gaan.

Het is juist dat wij ook het overleg met het personeel en de vakbonden moeten voortzetten. Als de politie een probleem heeft met het feit dat er te veel stakingen zijn, moeten wij daarover praten. Ik verneem dat er deze namiddag in de commissie voor de Sociale Zaken ook wordt gedebatteerd over de onderhandelingen met het Comité A, met betrekking tot het openbaar ambt.

In de commissie voor de Justitie wordt ook verder onderhandeld over het sectorcomité. Voor het eerst hebben wij nu ook een arbeidsreglement voor de gevangeniswereld en voor Justitie. Dat was onbestaande. Daarbij worden een aantal verantwoordelijkheden voor het personeel vastgelegd.

Er worden stappen gezet en overleg met de vakbonden is absoluut nodig. Vanuit dit overleg moeten wij ervoor zorgen dat de verwachtingen van de vakbonden, de politie en het penitentiair personeel goed op elkaar zijn afgestemd. Ik denk dat het overleg ter zake tussen ons perfect loopt.

Ik betreur deze feiten ten zeerste. Ik denk dat wij nu in alle sereniteit de conclusies van het onderzoek en van het Comité P moeten afwachten. Wij weten dat een aantal punten binnen de korpsen, bij de politie en het penitentiair personeel, moet worden opgevolgd. Ik denk dat wij het syndicaal overleg, de personeelsproblematiek en de conflictbeheersing verder moeten bekijken, ook met het personeel. Wij moeten het fenomeen van het geweld in de gevangenissen zeker ook verder bekijken. Wij moeten ervoor zorgen dat de mogelijke conflicten tussen de gevangenissen en het politiekorps maximaal worden opgevangen.

Het is onze beider verantwoordelijkheid om dat allemaal nauwgezet op te volgen. Ik hoop dat de feiten die zich nu hebben voorgedaan niet meer herhalen. Ik hoop ook dat wij in staat zullen zijn om een structureel antwoord te formuleren. Dat zal niet van de ene op de andere dag mogelijk zijn, maar ik denk wel dat wij er samen snel werk kunnen van maken.

01.14 **Éric Libert** (MR): Madame la ministre, monsieur le ministre, je vous remercie pour vos réponses respectives. Les explications que vous avez données me semblent suffisantes. En effet, nous avons appris que les procédures tant disciplinaires que pénales sont en cours.

Par contre, s'agissant du domaine de la prévention, je n'ai entendu de votre part aucune mesure pragmatique, aucune mesure concrète, qui permettrait de réduire, si pas de supprimer de telles exactions. En effet, que se passera-t-il entre le moment présent et celui où nous recevrons le brillant rapport du Comité P, qui va accoucher de ses conclusions dans plusieurs mois? Dès lors, il me semble indispensable - le problème peut se représenter demain et le Comité P n'aura pas déposé son rapport - de mener une réflexion et de déjà concevoir des mesures beaucoup plus concrètes que les généralités tout à fait pertinentes que j'ai entendues.

Dans quel pays vivons-nous pour imaginer d'inscrire dans un code de déontologie que la torture est interdite? La torture est une infraction pénale grave. Il s'agit de coups et blessures volontaires qui n'ont rien à faire dans un code de déontologie ou alors, précisons aussi qu'il ne faut pas voler, ne pas violer et surtout ne pas tuer les personnes que l'on arrête! Cela me semble parfaitement inutile!

01.15 **Valérie Déom** (PS): Madame la présidente, on a surtout fait état dans ce débat de la violence en prison et de la situation dramatique du milieu carcéral. C'était d'ailleurs l'objet des questions. On connaît ce milieu, on a souvent abordé ce thème.

J'entends néanmoins qu'il y a une base légale quant à la mission de la police au sein des prisons. J'entends aussi avec beaucoup de satisfaction qu'un rapport global sur la problématique de l'intervention de la police en prison est demandé au Comité P.

Je rappelle que nous pouvons réfléchir sur une notion de service minimum qui, vous l'aurez deviné, ne nous satisfait pas totalement mais je rappellerai aussi que la police a vocation à intervenir dans les prisons, pas uniquement en cas de grève mais également en cas d'émeute. Par conséquent, la problématique restera de toute façon prégnante. Une formation spécifique pour des interventions en milieu carcéral est sans doute la piste à suivre.

Dans ma question, je notais que cette affaire mettait en lumière un autre grand malaise, celui de l'emploi de la violence, qui est condamnable aussi bien pour les délinquants que pour les forces de l'ordre. Les policiers ne sont pas au-dessus des lois! Il n'est évidemment pas dans mon propos de jeter le discrédit sur la fonction policière. On sait que leurs conditions de travail sont difficiles et on sait notamment que la zone de Bruxelles-Midi est une zone extrêmement délicate. Néanmoins, il me semble que les agissements abominables en prison, et en dehors des prisons - les faits sont établis, des rapports sont rédigés au niveau de l'Inspection générale - ternissent l'ensemble de la profession. J'insiste à nouveau sur ma demande. Il faut de toute

urgence demander au Comité P de réaliser un audit général de la zone de police de Bruxelles-Midi. Il y a manifestement des témoignages concordants de faits extrêmement graves. Des condamnations sont déjà intervenues. Des policiers ont eux-mêmes témoigné dans ce sens. Cette zone devient manifestement ingérable.

S'il vous plaît, au-delà des faits, il y a urgence à mener un audit général de cette zone de police.

En ce qui concerne la formation, il faut continuer les efforts réalisés, et j'entends qu'il y en a un certain nombre, en matière de gestion du stress, des droits de l'homme. Pourquoi ne pas instaurer une forme de tutorat des jeunes policiers pendant les deux premières années de service? Pourquoi pas un stage rémunéré? Plusieurs pistes sont sur la table, tant au sujet de la longueur de la formation que quant au contenu de celle-ci. Mais j'insiste pour que dans l'intervalle, on règle obligatoirement la problématique de la violence policière.

01.16 Fouad Lahssaini (Ecolo-Groen!): Madame la présidente, madame et monsieur les ministres, j'entends votre indignation et je la partage. Je pense qu'il ne faut pas rappeler certaines évidences comme étant des scoops. Des choses doivent être faites et c'est le non-respect de ces choses qui pose problème. Il faut instaurer de nouveaux codes.

La question aujourd'hui est de savoir si nous avons affaire à une zone qui serait un corps malade. Quand j'apprends qu'entre les émeutes du 22 septembre et du 30 octobre, un juge d'instruction était désigné, qu'une enquête était en cours et qu'au sein de cette même équipe, les faits se répètent avec une aggravation, je me demande ce qui se passe dans cette zone. Y a-t-il un rappel des règles pour l'ensemble de ce corps?

Il faut investiguer pour savoir ce qui se passe au sein de cette zone. Il faut pousser l'enquête au-delà des faits qui sont rapportés aujourd'hui.

Si j'ai bien compris, vous avez dit que la mission légale de la police était définie mais je n'ai pas entendu que le cadre précis d'intervention à l'intérieur des prisons l'était. On peut donc facilement voir si ce cadre a été respecté. Vous dites que le directeur de la prison reste responsable de l'intervention, mais quand la police l'empêche de garder cette responsabilité, il y a un problème. Qui est alors responsable et qui décide de la poursuite ou de l'arrêt de l'intervention des policiers au sein de la prison?

Soit le cadre n'est pas suffisamment précis, soit la mission reste vague, ce qui donne un blanc-seing à la police pour pouvoir faire ce qu'elle veut.

J'attends le rapport du Comité P mais j'attends également des décisions rapides afin que cela ne puisse pas se reproduire. Si ces faits se sont produits alors qu'un juge d'instruction était déjà sur l'affaire, comment être certains que cela ne se reproduira pas demain?

Je rappelle qu'une société qui met des personnes en prison pour non-respect de la loi doit être la première à respecter la loi! Nous devons donc montrer l'exemple, il faut que l'intervention de la police ou de tout autre service soit exempte de tout reproche. Ce qui s'est passé est une chose lamentable pour notre pays.

01.17 Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen!): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de voorzitter, mevrouw de minister, mijnheer de minister, ik ben niet helemaal gerustgesteld door de antwoorden die ik heb gehoord. Ik heb de indruk dat er soms rond de problemen wordt heengegaan en dat de echte problemen niet worden benaderd.

Ik zal mij verduidelijken. Ik ben heel tevreden dat u beiden zegt dat het onaanvaardbaar is. Ik had trouwens niets anders verwacht. Maar dan zegt u dat er in de opleiding wat meer aandacht zal worden geschonken aan deontologie. Deontologie is natuurlijk belangrijk, maar de vraag is of het probleem van personeel dat met een verkeerde attitude bij de politie binnenkomt, kan worden opgelost door veel aandacht te besteden aan deontologie.

Ik denk dat het probleem zich vroeger stelt en dat wij moeten kijken bij de selectie. Is de selectie wel goed genoeg? Ik stel die vraag, maar ik vind ze niet uit. Ik verwijs naar het laatste rapport van het Comité P dat wijst op een aantal gebreken in de opleiding en de selectie van politiepersoneel.

Daarnaast was ik ook een beetje verrast door de uitleg over foltering. Wij zullen dat nu opnemen in de deontologische code of uitleggen aan het politiepersoneel. Ik vind het raar dat wij moeten uitleggen wat foltering is en moeten uitleggen dat het niet kan. Ik vind dat een evidentie. Ik vind het echter niet evident dat dit nogmaals moet worden herhaald. Ik vind het normaal dat men weet wat men kan doen en wat niet.

Mijnheer de minister, ik ben zeker niet gerustgesteld wanneer u zegt dat de directeur verantwoordelijk blijft in zijn gevangenis. Dat is belangrijk. Maar de feiten hebben aangetoond dat hij niet kon of mocht tussenbeide komen. Ik vraag mij af wie er op dat moment dan de macht heeft. Dat betekent dat een leidinggevende daar opdrachten geeft, niet luistert naar de directeur en zijn zin doet. Daarom stelde ik een vraag over de rol van de leiding en de controle bij zulke operaties. Daarop heb ik echter geen antwoord gekregen. Daar zit een cruciaal probleem.

Ik verwijs nogmaals naar het laatste rapport van het Comité P over politie-interventies. Een algemene opmerking is dat de middenkaders veel te weinig aanwezig zijn en te veel op de bureaus zitten. Het is de vraag of zij daar aanwezig waren, of de verantwoordelijken de hele nacht aanwezig waren en of zij controle houden over het functioneren van de politie. Het is cruciaal dat grondig te bekijken. Wij moeten daarover niet te veel studies maken. Wij moeten de jaarrapporten van het Comité P van de voorbije jaren lezen. Het staat er al in. Het is de vraag wat er al die jaren is gebeurd met de aanbevelingen en opmerkingen van het Comité P.

Mijnheer de minister, over de veiligheid in de gevangenissen zegt u dat u zonet een onderrichting hebt ondertekend.

U bleef vaag. Gaat het over de onderrichting waarover we het enkele weken geleden hadden? Die stelde voor om cipiers met wapenstok en pepperspray uit te rusten. Ik heb daarover mijn twijfels geuit en u zou daar nog eens heel grondig over nadenken. U hebt die dus blijkbaar ondertekend en goedgekeurd.

Als we naar meer veiligheid in de gevangenissen streven, dan is het mijns inziens geen goede beslissing om de cipiers meer wapens te geven. We moeten een duidelijk onderscheid bewaren tussen de personen met een bewakingsopdracht die een vertrouwensband met de gevangenen hebben, en de personen die optreden bij geweld. Als we die twee categorieën mengen, dan gaan onze gevangenissen nog meer veiligheidsproblemen tegemoet.

01.18 Renaat Landuyt (sp.a): Mevrouw en mijnheer de minister, uiteraard ben ik het eens met alle onderzoeken die lopen. Ik heb één praktische vraag. Is er niemand van die politiemensen op dit ogenblik geschorst? Ik hoor dat men wacht met disciplinair optreden tot men iets krijgt van de procureur. Ik meen dat er dan wel een probleem is.

Ik kan mij niet voorstellen dat die politiemensen vandaag nog aan het werk zouden zijn? Zo ja, zeg mij waar. Dan ga ik daar niet naartoe.

01.19 Minister Stefaan De Clerck: Op dat punt is het onderzoek nog volop bezig. Nog niet alle mensen zijn ondervraagd. Met andere woorden...

01.20 Renaat Landuyt (sp.a): Is men nog niet zeker dat (...)

01.21 Minister Stefaan De Clerck: Ik heb de informatie gekregen dat het onderzoek nog volop bezig is en dat verschillende politieagenten nog moeten worden ondervraagd.

01.22 Renaat Landuyt (sp.a): Wat doet u met al die...

01.23 Minister Stefaan De Clerck: Als het erop aankomt, zal die informatie ter beschikking zijn en moet men...

01.24 Renaat Landuyt (sp.a): Bent u nu aan het zeggen dat die mensen ondertussen aan het werk zijn? Ik herhaal mijn vraag: waar?

01.25 Minister Annemie Turtelboom: Onze tuchtprocedure is een procedure die voor de korpschefs plaatsvindt bij de minister van Binnenlandse Zaken. Voor de andere vindt de procedure plaats bij de

korpschef.

01.26 Renaat Landuyt (sp.a): Hebt u dan niet gevraagd wat zij doen met types die zulk geweld gebruiken? Zijn die gewoon aan het werk vandaag? Alstublieft! Brussel-Zuid is hier niet zover vandaan...

Dit brengt mij tot mijn tweede punt. De minister van Justitie heeft zich daarbij aangesloten. Ik kan mij voorstellen dat die figuren bij de politie, met de moraliteit die zij hebben geuit, in hun verdediging tijdens de tuchtprocedure zullen zeggen dat de ministers hun in het Parlement officieel argumenten hebben gegeven die als verzachtende omstandigheid kunnen dienen. Met name blijft de minister van Binnenlandse Zaken herhalen: zij zijn niet opgeleid mensen zonder geweld te bewaken. Anderzijds, zegt de minister van Justitie: ik moet dat bijtreden. Hij stelt zelfs de politiewet in vraag in zijn interpretatie vandaag.

Ik herhaal, vandaag is de discussie niet of politiemensen bewakers zouden worden. De kwestie is: als politiemensen in het raam van de wet op hun ambt een taak moeten vervullen, aanvaarden wij niet dat zij zomaar iemand uitkleden en een rammeling geven, of dat zij zomaar een collega die zij in diens buurt zien ook even aanpakken.

Los van alle debatten gaat het erom dat men een taak uitoefent in het raam van de wet zoals die vandaag is, en dat men dat niet doet met geweld. Men slaat niet op mensen! Dat leert men op de kleuterschool. Men slaat niet op zijn vriendjes, laat staan op andere mensen. Dat is het punt! Ik vind het zeer gevaarlijk dit – om het in uw termen te zeggen – geweldincident aan te grijpen om een debat te voeren over de wet op het politieambt.

Ik herhaal, het gaat om een wettelijke taak die men uitoefent.

U wordt zenuwachtig. Ik mag dat toch herhalen? De kwestie is dat die wettelijke taak...

De **voorzitter**: U valt in herhaling.

01.27 Renaat Landuyt (sp.a): ...van de politie er toch in bestaat geen geweld te gebruiken op mensen die zijn opgesloten. Is dat zo moeilijk?

De **voorzitter**: Mijnheer Doomst?

01.28 Michel Doomst (CD&V): Los van de vraag wie in de buurt van de gevangenen wat moet doen, denk ik dat politiemensen in elk geval voor hun onverantwoord gedrag moeten geweerd worden. We moeten daarbij een beetje de stijl Dick Advocaat overnemen en weren wie moet geweerd worden uit de ploeg wanneer dat nodig is. Ik ben ervan overtuigd dat we daarover de juiste conclusies zullen trekken.

Ten tweede, mevrouw de minister, we moeten proactief leren omgaan met deontologie en stressbestendig zijn. Wij hebben daar in de commissie al een aantal keren over gepraat, ik denk dat dit in de opleiding een heel noodzakelijke factor is.

Ten derde, we moeten mekaar niets wijsmaken. Dit soort stresssituaties zal zich nog voordoen. Het is heel belangrijk dat er een goed akkoord is tussen beide instanties over de houding en de aanpak.

Ten slotte ben ik blij dat ook vanuit Franstalige hoek wordt gezegd dat het tijd wordt dat we de Brusselse zones eens aan een röntgenfoto onderwerpen en een test op Mexicaanse griep doen, niet om te vaccineren maar om te reorganiseren.

01.29 Mia De Schamphelaere (CD&V): Mijnheer en mevrouw de voorzitter, ik wil u danken omdat dit debat zo snel is mogelijk gemaakt na de het bekend worden van de feiten. We hebben uiting kunnen geven aan onze verontwaardiging en commotie en we hebben de ministers kunnen ondervragen.

Ik blijf er echter bij dat de verontwaardiging en commotie niet alleen in het Parlement aanwezig zijn, maar ook in de samenleving, bij de families en in de gevangenen zelf. Vandaar wil ik nog eens mijn vraag herhalen. Hoe zullen de sterke signalen van verwerping en afkeuring die we hier horen van het beleid, worden gecommuniceerd aan de gevangenispopulatie, aan de families en aan de verschillende culturele gemeenschappen, om een spiraal van polarisatie in en buiten de gevangenis te vermijden?

01.30 Carina Van Cauter (Open Vld): Mevrouw de voorzitter, mijnheer en mevrouw de minister, ik wil twee punten aanhalen.

Met betrekking tot de onderliggende problematiek kan ik nogmaals aan de minister mijn dank betuigen, omdat hij voornoemde problemen niet uit het oog verliest. Hij heeft nogmaals benadrukt iets aan de overbevolking in de gevangenissen te doen. De slechte leef- en werkomstandigheden voor de cipers moeten inderdaad dringend vooruitgaan. Ter zake moet resultaat worden geboekt, zoniet zullen wij nooit van het risico worden verlost. Dat is heel belangrijk.

Ik heb hier horen spreken over het aantal incidenten met geweld, dat aanzienlijk is. In de opleiding is er aandacht voor impulscontrole. Het is belangrijk dat er bij nieuwe infrastructuur, indien zij er zou zijn, ook een dergelijke opleiding aan de gedetineerden zelf kan worden aangeboden. Zulks zou niet alleen de leefomstandigheden binnen de gevangenissen, maar uiteraard ook hun re-integratie verbeteren.

Mijnheer de minister, u mag de genoemde problematiek niet uit het oog verliezen en u moet zo snel mogelijk doorwerken.

Ten tweede, het is duidelijk – ik wil beide ministers daarvoor danken – dat er een onderscheid wordt gemaakt tussen enerzijds het interveniëren in de gevangenis op momenten van oproer en onlusten en, anderzijds, tussen het interveniëren tijdens lange periodes van stakingsacties, waarbij de situatie ontstaat dat de politie bijna de taken die aan het gevangenispersoneel zijn toebedeeld, moet overnemen.

Het overnemen van bedoelde taken door de politie is iets wat niet kan. Ik ben blij dat het onderscheid wordt ingezien en dat desbetreffend aan het Comité P een advies zal worden gevraagd – dat heb ik toch uit de woorden van de minister van Justitie begrepen – over de manier waarop in de toekomst met een dergelijke situatie moet worden omgegaan.

Ik hoop dat ook het moeilijke punt van de minimumdienstverlening niet uit de weg zal worden gegaan en dat het minstens mede in overweging zal worden genomen.

01.31 Els De Rammelaere (N-VA): Mevrouw de voorzitter, mevrouw de minister, mijnheer de minister, ik ben voor een stuk ontgoocheld in uw antwoord. Terecht reageert u verontwaardigd, maar u beperkt zich tot te stellen wat er is gebeurd en wat er waarschijnlijk zal gebeuren. Er wordt een onderzoek gevoerd, een studie gevoerd, eventueel een tuchtmaatregel, want blijkbaar bent u nog niet zeker.

Er wordt gewerkt aan een deontologische code. U zult het echter met mij eens zijn dat een deontologische code op zich niet zal volstaan. Dat moet worden gekoppeld aan zeer strikte tucht en moet uiteraard gepaard gaan met een mentaliteitswijziging. Anders haalt het immers niets uit.

Wij hebben ook gehoord dat er iets zou gebeuren aan de gevangenissen, de overbevolking, de opleiding van cipers. Op zich is dat echter allemaal niet genoeg. Ik geef u een advies, ga nu over tot actie. Er zijn zaken gebeurd die niet aanvaard kunnen worden. De samenleving wacht op een signaal van u. Zit samen. Doe iets. Roep de politie en de cipers samen. Geef een signaal aan de bevolking dat wij dit niet aanvaarden, want zo kan het niet verder.

01.32 Clotilde Nyssens (cdH): Madame la présidente, j'entends que toutes les procédures sont en cours et qu'il faut évidemment un certain temps pour obtenir les résultats de celles-ci.

Comme cela vient d'être dit, je crois qu'il est extrêmement important pour la population, les acteurs et nous-mêmes de connaître l'aboutissement de ces procédures, s'il y a des sanctions et lesquelles. Dans notre État de droit, lorsqu'il y a des dérapages aussi importants, il faut que la norme existe pour sanctionner les faits.

Par ailleurs, j'entends que la police était en sous-effectif. C'est un fait politique qui n'est pas nouveau. Ce n'est pas la première fois que l'on entend dire cela. Il faudrait une solution structurelle pour éviter ce genre de situation. Quand on connaît la prison de Forest, demander à la police de gérer une prison aussi remplie et aussi difficile et entendre qu'elle était en sous-effectif... Cela reste un problème fondamental, même si nous n'avons pas encore les solutions.

Enfin, il serait très intéressant de savoir ce que va entreprendre ou est en train d'entreprendre le chef de la zone concernée.

Pour répondre gentiment à mon collègue Doomst, j'appartiens à une zone de police autre dans la Région de Bruxelles-Capitale et je suis très fière de mon chef de zone et du travail qui est accompli.

01.33 Bert Schoofs (Vlaams Belang): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de voorzitter, mevrouw de minister, mijnheer de minister, uit het debat onthoud ik dat de minimumdienstverlening een minimale politieke haalbaarheidsgraad bezit.

Ik onthoud ook dat het dieptepunt is bereikt inzake het geweld dat in gevangenissen tegenover gedetineerden wordt gepleegd.

Ik onthoud echter meteen ook dat het geweld door politiemensen werd gepleegd en niet door de personen die regulier de gevangenen moeten bewaken. Ter zake heeft de minister cijfers gegeven, waarvoor ik hem dank. Zij scheppen een meer realistisch beeld.

Onze gevangenissen zijn niet Abu Ghraib – laat dat duidelijk zijn –, hoewel bepaalde toestanden met de betrokken politiemensen misschien op Abu Ghraibtoestanden lijken. Wij moeten echter proberen de werkelijkheid te zien zoals zij is.

Een ander geval is het feit dat er ook een dieptepunt werd bereikt. Mijnheer de minister, ik heb het daarstraks ook opgemerkt. Een ander dieptepunt op het gebied van agressie is bereikt, met name de steekpartij in de gevangenis van Leuven-Centraal.

U meldt dat u het debat over de toestand in de gevangenissen hier niet wil herhalen. De toestand in de gevangenissen is echter even ernstig. Misschien hebt u het niet zo bedoeld. Ik loop echter niet vooruit op andere debatten die wij zo dadelijk misschien nog zullen voeren, over de toestand in de gevangenissen.

Wij moeten er ons terdege van bewust zijn dat er diepere oorzaken en sterkere aanleidingen voor de gebeurtenissen zijn. Er zal namelijk evenveel aandacht aan de problemen van de cipiers moeten worden geschonken. Zij riskeren hun leven en voelen zich tegenwoordig de bellboys, de butlers, de piccolo's, de knechten en het voetvolk van de gedetineerden. Zij hebben het gevoel dat zij in een omgekeerde wereld leven. Hun bevoegdheden – vooral hun bevoegdheden op het vlak van autoriteit – zullen in evenredigheid met de rechten van de gedetineerden moeten worden gebracht. De basiswet inzake de rechtspositie van gedetineerden moet worden aangepast.

Ook het voorgaande mogen wij in het debat niet uit het oog verliezen.

Mijnheer de minister, een oplossing zou misschien kunnen zijn – de budgetbesprekingen komen eraan – dat er in meer cipiers voor de gevangenissen wordt voorzien. Aldus kan wellicht ook de prangende vraag naar minimumdienstverlening worden ondervangen. Misschien hoeft ze zelfs niet meer te worden gesteld, omdat de stakingen misschien vanzelf zullen verminderen, wanneer de cipiers zich voldoende sterk in aantal en in bevoegdheid voelen.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

La réunion publique de commission est levée à 17.14 heures.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 17.14 uur.